

Bidonvilles : « des expulsions sans solutions » selon le collectif Romeurope

Le Monde.fr | 23.09.2015 à 16h31 | Par Cyril Simon



Le bidonville de La Coumeuve (Seine-Saint-Denis) le 4 août 2015. KENZO TRIBOUILLARD / AFP

Trois bidonvilles ou squats détruits chaque semaine en 2014, soit plus de 13 000 personnes expulsées. Le rapport national d'observatoire du collectif national droits de l'homme Romeurope s'alarme, mercredi 23 septembre, d'un « système de mise au ban de la société française contre les Roms ».

Ce rapport, disponible sur internet et intitulé « Le droit et les faits »

(http://www.romeurope.org/IMG/pdf/rapport_d_observatoire_-_cndh_romeurope_-_septembre_2015_-_sous_embargo_jusqu_au_23_septembre_12h30.pdf) , s'appuie sur les éléments de terrain recueillis par les membres de l'association tout au long de l'année 2014. Si la tendance est à la baisse (19 000 personnes expulsées en 2013), le constat d'urgence ne change pas pour ce collectif de soutien et de défense des populations d'Europe de l'Est en situation d'extrême précarité sur le sol français. « *Il faut stabiliser les lieux de vie et sécuriser les personnes, et ne pas expulser sans offrir de solutions* », a rappelé son président, Guillaume Lardanchet, signalant au passage une intensification des expulsions en juillet et août 2015. L'un des plus vieux camps de France, le bidonville du Samaritain à La Courneuve (Seine-Saint-Denis), a par exemple été démantelé le 27 juillet 2015 (/societe/article/2015/08/27/evacuation-du-plus-vieux-bidonville-rom-de-france_4738466_3224.html) .

L'association, qui demande l'arrêt immédiat des expulsions et la mise en place d'une politique publique de long terme, dans le respect des droits fondamentaux, juge « caduque » la circulaire interministérielle de 2012 (/societe/article/2012/08/29/la-circulaire-sur-les-evacuations-de-campements-roms-publiee_1752602_3224.html) . Celle-ci souhaitait donner un cadre précis sur la façon dont les campements illégaux devaient être démantelés, et sur l'accompagnement social. « *A l'heure actuelle, les familles vivent dans des conditions plus dangereuses après leur expulsion. On retrouve les familles le long des trottoirs, parfois à quelques centimètres de voitures*, déplore M. Lardanchet. *Quant aux diagnostics sociaux et sanitaires effectués en amont, ils sont soit négligés, soit inadaptés.* »

« L'ETAT MÈNE
UNE POLITIQUE
ABSURDE DE
DESTRUCTION

DES LIEUX DE
SURVIE AU
MÉPRIS DE LEURS
HABITANTS »

Lire aussi : A La Courneuve, le bidonville rom évacué par la force malgré de nombreux soutiens (immigration-et-diversite/article/2015/08/28/a-la-courneuve-le-bidonville-rom-evacue-par-la-force-malgre-de-nombreux-soutiens_4739153_1654200.html)

Même critique envers la mission nationale de résorption des bidonvilles, lancée par le gouvernement en 2014 avec pour opérateur Adoma, l'ancienne Sonacotra. « *Moins de 2 % des habitants des bidonvilles ont été relogés en un an et demi, soit 63 ménages* », estime le rapport.

« *Depuis vingt-cinq ans et la résurgence des bidonvilles, l'Etat mène une politique absurde de destruction de ces lieux de survie au mépris de leurs habitants*, souligne François Loret, administrateur national du collectif. Il fustige notamment les arrêtés d'expulsion sous 48 heures des maires, « *permettant de contourner les décisions de justice refusant l'expulsion ou octroyant un délai* ».

Lire aussi : Evacuation du bidonville rom du Samaritain à La Courneuve, le plus vieux de France (societe/article/2015/08/27/evacuation-du-plus-vieux-bidonville-rom-de-france_4738466_3224.html)

Le signal d'alarme lancé par le CNDH Romeurope vise en particulier les enfants. En insistant notamment sur l'obligation pour les maires d'établir un recensement exhaustif, conformément à la loi. Une majorité des 9000 enfants concernés (chiffre de l'Unicef) n'a pas accès à l'école ou à une formation. Le collectif espère que ce rapport entraînera une évolution du discours gouvernemental, « *comme cela a pu être le cas récemment avec les migrants et les réfugiés venus d'Allemagne* ». Il attend notamment avec impatience le passage, en janvier 2016, de la France devant l'ONU.

Le 11 septembre, le haut-commissaire des Nations Unies chargé des droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al-Hussein, avait dénoncé « *la politique nationale systématique d'expulsions de force des Roms* », et appelé à « *la remplacer par une politique véritablement inclusive* »

(societe/article/2015/09/11/des-elus-et-associations-reclament-la-meme-mobilisation-pour-les-roms-que-pour-les-refugies_4752360_3224.html)